

Message de l'OLP, représentée par Ilan Halévi

Au nom de l'OLP, de ses militants et de ses cadres, au nom de son président Yasser Arafat et en mon nom propre, je vous adresse mes vœux pour le succès de vos travaux. Votre comité, tout comme notre région, est parvenu à une étape qui pèsera lourdement sur l'avenir, et l'on ne peut s'abstenir plus longtemps de prendre une décision. Nous espérons sincèrement que vous saurez faire le bon choix et que vous serez ainsi en mesure de contribuer à la recherche d'une paix juste et durable dans notre région, ce qui est notre aspiration commune et une nécessité pour tous les peuples de notre région.

Une nouvelle fois cependant, vous vous réunissez pour discuter de la situation de notre peuple sans nous, en l'absence de l'OLP qui est, comme vous le savez, le seul représentant légitime du peuple palestinien.

Une nouvelle fois, vous vous réunissez en notre absence, comme dans le passé, comme cela s'est produit à Rome et à Dakar, comme si rien ne s'était passé, comme si le soulèvement populaire dans les territoires palestiniens occupés ne se poursuivait pas depuis six mois, avec un bilan de plus de trois cents morts, plusieurs milliers de blessés et de mutilés, dix mille prisonniers dont mille sept cents sous le régime de la détention administrative, le dynamitage des maisons, les déportations et la multiplication des exactions commises par les colons. Comme si cette réalité, qui était exprimée dans le rapport de votre mission de février dernier, n'était pas à l'origine de la décision prise à Londres d'inviter l'OLP à Strasbourg le mois dernier, comme si Strasbourg n'était qu'une simple parenthèse, et comme si l'Internationale socialiste s'alignait de nouveau sur les diktats et les vetos d'un seul de ses membres, lui-même partie au conflit.

Une interprétation aussi malveillante de vos intentions se retrouve de fait dans un communiqué publié dans le journal israélien *Davar* (Parti travailliste) qui, après avoir rappelé que l'OLP avait été invitée (à Strasbourg) à une réunion du CISMO, déclare sans ambiguïté que le Parti travailliste israélien avait autorisé le CISMO à « auditionner » l'OLP à Strasbourg, en son absence, en échange de l'assurance qu'elle ne serait pas présente à Madrid.

Pour notre part, nous considérons que la rencontre de Strasbourg qui faisait suite à des prises de contact entre l'IS et la direction de l'OLP à Tunis constituait un pas en avant significatif vers l'établissement d'un dialogue et d'un travail en commun entre l'IS et l'OLP. Voilà pourquoi nous allons être francs avec vous.

A Strasbourg, le représentant du Parti travailliste britannique a parlé d'occasions manquées, et il entendait par là qu'elles l'avaient été par l'OLP. J'ai alors fait remarquer que l'IS, en invitant l'OLP à un comité auquel le Parti travailliste israélien participe, avait créé une occasion, et que c'était le Parti travailliste israélien qui l'avait manquée en s'abstenant de venir. Certains d'entre vous ont posé des questions au sujet de cette attitude du Parti travailliste israélien, mais on a insisté sur le fait que même s'il était absent, il « *ne s'était pas opposé* » à la tenue de la réunion et à l'invitation faite à l'OLP.

Une réponse sans ambiguïté a été fournie dans la pratique la nuit suivante, et, au lendemain de Strasbourg, tous les participants connaissaient cette réponse : notre frère et leader Abou Jihad était assassiné à Tunis, conformément à une décision du cabinet israélien à laquelle Shimon Pérès n'avait formulé aucune « *opposition* », même verbale, à la différence de son collègue Ezer Weizmann.

Dans ce contexte, l'assassinat d'Abou Jihad n'est pas seulement un acte de terrorisme international grossier (et en premier lieu en tant que violation de la souveraineté tunisienne), il constitue également une réponse claire et pragmatique faite à tous ceux qui aimeraient bien croire, ou faire croire, que le gouvernement israélien ira lentement et graduellement vers l'idée d'une négociation avec l'OLP. C'est un acte de guerre totale, un serment renouvelé de ne pas faire la paix avec les Palestiniens. Son poids symbolique tout comme ses implications pratiques illustrent la peur qu'ont les israéliens d'un éventuel accord américano-soviétique sur le Moyen-Orient qui pourrait ouvrir la voie à une négociation globale.

L'assassinat d'Abou Jihad n'est pas une concession faite par le Parti travailliste israélien à ses partenaires du Likoud au sein du gouvernement. Il est conforme aux déclarations répétées de Shimon Pérès selon lesquelles « *des discussions avec l'OLP pourraient commencer immédiatement, mais elles ne mèneraient nulle part, car il n'y a rien à négocier* ».

Le nouveau programme électoral du Parti travailliste israélien, publié récemment, fait la lumière sur ce point : c'est une version légèrement réactualisée du plan Allon, n'offrant rien de plus qu'une autonomie administrative limitée aux habitants palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui resteraient soumis à l'autorité militaire israélienne et à la présence des colons armés. Le Parti travailliste israélien ne désire pas restituer des territoires, pas le moindre centimètre carré de terre, en échange de la paix. Il se déclare seulement prêt à abandonner une parcelle de l'autorité administrative à des Palestiniens dûment sélectionnés et prêts à collaborer, mais il rejette la notion même de retrait. Et dans la mesure où l'OLP, conformément à sa charte constitutive, demande la reconnaissance des droits du peuple palestinien – l'autodétermination et le droit au retour, c'est-à-dire un État — et la reconnaissance de l'injustice perpétrée à l'encontre du peuple palestinien en échange de la paix, négocier avec l'OLP est pour le Parti travailliste israélien, ou du moins pour sa direction actuelle, « *sans objet* ».

C'est ainsi que, pendant qu'un certain nombre d'entre vous s'efforcent de nous réunir tous ensemble, le gouvernement israélien, Parti travailliste compris, s'occupe à tenter de nous annihiler : le ministre de la défense, le travailliste Rabin, gère une énorme entreprise de punitions collectives et de tortures, tirs, gaz lacrymogènes, membres brisés et emprisonnements de masse, pendant que le ministre des affaires étrangères Pérès participe à la décision visant à décapiter l'OLP, dans une manœuvre futile visant à pousser l'OLP à renoncer à son approche pacifique, pour tenter de discréditer l'idée même de la paix parmi les Palestiniens.

Dans ces conditions, peut-on réellement croire qu'une victoire électorale de cette direction du Parti travailliste puisse faire progresser la solution pacifique ? Avec un tel programme et une telle complicité ? S'il ne prend pas clairement parti pour des choix constituant une alternative à la politique de guerre ouverte proclamée par Shamir, une victoire électorale du Parti travailliste n'est pas seulement incertaine, elle est également inutile pour la cause de la paix. Et nous ne devons pas être impressionnés par la véhémence de l'opposition verbale de Shamir ; des lézardes commencent à apparaître au sein du bloc du Likoud et même dans les rangs du parti Hérouth, à cause d'une évolution au sein de son électorat propre, mais aussi parce que certains d'entre eux ont su interpréter les signes de craquements apparus dans la façade du soutien de l'administration américaine.

La machination visant à déstabiliser la stratégie de l'OLP, à pousser les Palestiniens au

désespoir et aux tentatives désespérées ne réussira pas. L'OLP continuera de lutter pour l'aboutissement d'une paix juste et durable dans le cadre d'une conférence internationale. Le soulèvement populaire qui se poursuit dans les territoires occupés en dépit de la politique de la main de fer de l'occupant a déjà exercé une influence positive sur l'attitude du gouvernement jordanien, et un accord aux retombées potentiellement stratégiques est en vue avec le gouvernement syrien. C'est pourquoi, à la veille d'un sommet américano-soviétique qui a mis la question du Proche-Orient à son programme, nous sommes plus près que nous ne l'avons jamais été d'un consensus de tous les Arabes sur la nécessité de la tenue d'une conférence internationale.

Dans ce contexte, des responsabilités pèsent sur les Européens. Les gouvernements européens et les forces politiques ont commencé à les exercer au Parlement européen en condamnant clairement la répression et l'agression israéliennes. L'Internationale socialiste qui, par beaucoup d'aspects, joue le rôle d'un centre de gravité moral pour l'Europe, doit en faire de même. Vous devez condamner les violations israéliennes des droits de l'homme dans les territoires occupés, et condamner l'assassinat d'Abou Jihad. Et vous devez affirmer clairement ce que vous savez pertinemment : que l'OLP représente les Palestiniens. Et vous devez agir en conséquence : inviter l'OLP à vos rencontres, intensifier le dialogue et la coopération entre l'IS et l'OLP, amener l'IS à s'impliquer réellement dans la recherche de la paix, comme elle le fait en Amérique centrale, comme elle le fait pour l'Afrique du Sud. Pourquoi ne pourriez-vous pas le faire dans notre région ?

Permettez-nous, puisque nous sommes absents, de vous dire que nous ne sommes pas d'accord avec ceux d'entre vous qui croient qu'une victoire électorale du Parti travailliste israélien sur la base d'un programme de poursuite de l'occupation et une image de tenants de la ligne dure est un objectif en elle-même, valant la peine de sacrifier les possibilités actuelles d'aller vers un dialogue. Nous protestons contre notre exclusion de vos débats.

Vous devez prendre une décision courageuse et affirmer qu'il n'y aura pas de paix au Proche-Orient, et pas de recherche de la paix dans le cadre de l'IS sans l'OLP. Un tel choix ne conditionne pas seulement la possibilité de faire des progrès. C'est également la crédibilité même de l'Internationale socialiste dans l'ensemble du monde arabe qui est en jeu.